

[tdg.ch](http://tdg.ch)

# Initiative en faveur d'une contribution de solidarité – La Chambre de commerce s'en prend à Fabienne Fischer

*Eric Budry*

4-5 minutes

---

**Vincent Subilia, le directeur de la CCIG, critique durement la ministre de l'Économie à propos de l'impôt sur la fortune.**



Publié le 12.07.2022 à 16h40



Vincent Subilia, le directeur de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG), se dit consterné par le soutien indirect du Conseil d'État à l'initiative de la gauche et des syndicats «Pour une contribution de solidarité temporaire des grandes fortunes».

LUCIEN FORTUNATI

Le choix de la majorité de gauche du Conseil d'État de demander au Grand Conseil d'élaborer un contre-projet à l'initiative de la gauche et des syndicats qui entendent taxer davantage les grandes fortunes reste décidément sur l'estomac de la droite et des milieux économiques. Après la fronde de Nathalie Fontanet, Serge Dal Busco et Mauro Poggia, c'est au tour de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) de donner la voix. En ciblant Fabienne Fischer.

«Avant d'être une conseillère d'État issue des Verts, M<sup>me</sup> Fabienne Fischer est en charge de l'Économie et de l'Emploi, explique Vincent Subilia, le directeur de la CIG, également député PLR. Mais là, elle met en danger l'économie, et par conséquent l'emploi. Nous sommes consternés par la position prise par la majorité du Conseil d'État. Elle s'apparente presque à une déclaration de guerre à l'entrepreneuriat.»

«Avant d'être une conseillère d'État issue des Verts, M<sup>me</sup> Fabienne Fischer est en charge de l'Économie et de l'Emploi, mais là, elle met en danger l'économie, et par conséquent l'emploi.»

Vincent Subilia, directeur de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG)

**Lettre à la magistrate**

Dans un courrier adressé lundi à la conseillère d'État, la **Chambre de commerce** est tout aussi cinglante: «Par la voix que vous avez donnée au Conseil d'État la semaine dernière, vous porterez collectivement la responsabilité de la détérioration des conditions-cadres de l'économie», écrivent **Laurence de la Serna**, présidente de la CCIG, et **Vincent Subilia**.

Et de rappeler que 2,6% des 28,8% de contribuables qui paient un impôt sur la fortune verraient leur imposition augmenter de 55% en moyenne, pour un total estimé à l'heure actuelle de 250 millions de francs. «Ils sont ceux qui contribuent le plus à la solidarité et à l'État social cher à la majorité de gauche du Conseil d'État, ajoutent les signataires. Ils sont aussi les plus mobiles et les encourager à s'expatrier sous des cieux fiscaux plus cléments, comme le fait votre Conseil d'État, est le meilleur moyen d'accroître encore la pression fiscale sur la classe moyenne, moins mobile.»

### **Aux députés de jouer**

Rappelons que c'est maintenant le Grand Conseil qui a la mission de prendre position sur l'initiative avant qu'elle ne soit soumise à la population. Il peut l'accepter, la rejeter simplement, ou choisir de la refuser tout en élaborant un contre-projet. Dans le rapport qu'il a transmis au parlement, le Conseil d'État lui suggère de la rejeter, mais d'élaborer un contre-projet proche du texte original, à l'exception de la durée de la contribution qui passerait de dix à cinq ans.

«Il est vrai que nous devrions parvenir au Grand Conseil à faire barrage à l'élaboration d'un contre-projet, convient Vincent Subilia. Mais le signal donné est désastreux. Lorsqu'il faudra convaincre la population qu'accepter l'initiative serait

catastrophique, ce ne sera pas aisé.»

**Eric Budry** est journaliste, rattaché à la Tribune de Genève, et couvre plus spécifiquement la politique cantonale. Détenteur d'un master en sciences politiques de l'Université de Genève, il a œuvré dans différents journaux avant de rejoindre le quotidien genevois en 2000.